

Le même jour, le premier ministre Mulroney signala à la Chambre que le gouvernement avait fait des démarches pour s'assurer que la question du terrorisme soit inscrite à l'ordre du jour du Sommet de Tokyo; il ajouta que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, aborderait la question à la prochaine réunion de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) à Paris<sup>7</sup>. Le 16 avril, le vice-premier ministre, M. Erik Nielsen, souligna que le gouvernement des États-Unis avait envisagé dans le détail diverses options diplomatiques et économiques, mais qu'il avait constaté n'avoir d'autre choix que d'attaquer des installations militaires en Libye<sup>8</sup>. Le premier ministre a répété ce point de vue en Chambre le lendemain<sup>9</sup>. En ce qui concerne la sécurité des Canadiens en Libye, le gouvernement a déclaré à maintes reprises qu'ils ne couraient aucun danger immédiat; il affirma qu'il s'abstiendrait de les forcer à quitter le pays, mais qu'il avait dressé des plans d'urgence au cas où il faudrait y recourir<sup>10</sup>. Le 22 avril, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures fit malgré tout l'observation suivante :

"... même si les choses sont relativement calmes pour l'instant, rien ne garantit qu'elles le resteront. Malgré tous nos plans d'urgence, nous ne pouvons pas garantir que nous pourrions venir en aide à chaque Canadien dans ce très grand pays. Au nom du gouvernement du Canada, j'ai donc conseillé aux Canadiens qui sont encore en Libye de quitter le pays."<sup>10</sup>

### Le débat parlementaire

Dans les jours qui ont précédé les attaques américaines contre la Libye, plusieurs questions ont été posées en Chambre sur la position canadienne. Le 9 avril, le député libéral Don Johnston a demandé au gouvernement s'il soulignerait aux Américains les dangers inhérents à l'escalade de toute action militaire en Méditerranée<sup>11</sup>. Deux jours plus tard, le libéral John Turner souleva la même question. Il voulut aussi savoir

<sup>7</sup> Débats de la Chambre des communes, 15 avril 1986, p. 12242.

<sup>8</sup> Débats de la Chambre des communes, 16 avril 1986, p. 12304.

<sup>9</sup> Débats de la Chambre des communes, 17 avril 1986, p. 12365.

<sup>10</sup> Débats de la Chambre des communes, 22 avril 1986, p. 12350.

<sup>11</sup> Débats de la Chambre des communes, 9 avril 1986, p. 12047.